COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
Du 03 au 09 Sep 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

- **Économie ……3**
- **La COI évalue la mise en œuvre sur l'impact des l'Accord de Partenariat Économique Intérimaire**
- **ECONOMIE ET DÉVELOPPEMENT : Brexit, brainstorming de la COI !**
- **Autonomisons !**
- **Les implications de l'APEI passées en revue**
- **Capitaliser sur les progrès en matière de facilitation des affaires**
- **Développement durable : Transformer cette nécessité en apport économique**
- **Économie Océanique : L'accès au financement, clé d'un développement multisectoriel**
- **Biodiversité……15**
- **Capital naturel : quid de la comptabilité**
- **Biodiversité - développement : « Exploiter les holothuries : oui, mais dans le respect de l'écosystème »**
- **Sécurité Alimentaire ……20**
- **Blue Growth, SIDS, Climate Change and the road to COP22 centered discussions with President of Seychelles**
- **La coopération COI-FAO appelée à se renforcer**

Économie

La COI évalue la mise en œuvre sur l'impact des l'Accord de Partenariat Économique Intérimaire

Sep 07, 2016

Un atelier de validation sur l'impact des l'Accord de Partenariat Économique Intérimaire qui lie quatre pays de la grande région de l'Afrique orientale et australe , Maurice, Madagascar, les Seychelles, pays membres de la commission de la COI et le Zimbabwe s'est tenu ce mercredi 7 septembre au siège de la COI à Ébène.

Un atelier de travail de trois jours pour évaluer la mise en œuvre de cet accord qui régit la relation politique, économique et commerciale, et de coopération entre l'Union Européenne et les 77 pays ACP.Le ministre des Affaires Étrangères, Vishnu Luchmeenaraidoo a donné le coup d'envoi du séminaire en présence de secrétaire général de la COI, Mada Hamada et le chargé d'Affaires par intérim de la délégation de l'Union Européenne, Carla Osario ce mercredi matin

http://mbc.intnet.mu/article/la-coi-%C3%A9value-la-mise-en-%C5%93uvre-sur-l%E2%80%99impact-des-l%E2%80%99accord-de-partenariat-%C3%A9conomique

ECONOMIE ET DÉVELOPPEMENT : Brexit, brainstorming de la COI !

4 SEPTEMBER, 2016

- Trois pistes de réflexion : une Openness to Skills en vue de renforcer le projet de plateforme pour l'Afrique, des arrangements commerciaux dépassant les échanges de biens pour inclure les services et le Green Sustainable Development
- Une étude sous les Commonwealth Trade Hot Topics confirme Maurice parmi les Top Most-Affected Countries avec les Seychelles et le Bangladesh

Après une accalmie apparente, avec l'incertitude prévalant quant au Timing de la Grande-Bretagne d'activer le Brexit Button sous l'Article 50 du Traité de Lisbonne pour le divorce avec l'Union européenne après le référendum du 23 juin, les débats quant aux conséquences sur les autres économies devront prendre le dessus dans les semaines à venir. Compte tenu de l'envergure des changements susceptibles dans le paysage économique international, la Commission de l'océan Indien (COI), sous l'impulsion du nouveau secrétaire général, Hamada Madi Boléro, a pris l'initiative d'une Brainstroming Session entre opérateurs économiques de la région pour procéder à un échange de vues et établir un réseau de coopération. D'autre part, la série des Commonwealth Trade Hot Topics a consacré deux de ses dernières études aux Trade implications of Brexit for Commonwealth Developing Countries et au Global Trade Slowdown, Brexit and Sustainable Developmeny Goals (SDGs). Des spécialistes, dont Mohammad Razzaque, Head Economic Adviser du Commonwealth Secretariat et le tandem Christopher Stevens et Janen Kennan de l'Overseas Development Institute, ont balisé le terrain même si le Brexit se conjugue encore avec incertitudes. Indépendamment de l'optimisme que l'on s'évertue d'afficher à l'Hôtel du gouvernement, les études sous les Trade Hot Topics maintiennent que Maurice se trouve dans la zone à risques en faisant partie des Top Most-Affected Countries au sein du Commonwealth.

A la fin de cette semaine, le secrétariat de la COI réunira un panel d'opérateurs et d'experts économiques pour faire le tour du Brexit en vue d'éviter de se faire surprendre par des développements une fois les procédures du divorce entre Londres et Bruxelles engagées. Jusqu'ici, les principaux protagonistes, soit la Grande-Bretagne et les pays de l'Union

européenne, sont encore au stade de rounds d'observations. Mais tôt ou tard, des premiers signes avant-coureurs devront se faire voir d'autant plus que Theresa May, Premier ministre britannique, a réuni son Cabinet of Ministers au cours de la semaine écoulée pour recadrer le calendrier de travail.

Ces discussions annoncées par la COI se déroulent en parallèle avec les échanges entre le gouvernement et le secteur privé au sujet d'un éventuel plan d'action politique, économique et diplomatique pour sauvegarder les acquis de Maurice en terme d'échanges commerciaux avec le retrait de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Toutefois, après les premières retombées, notamment la panique découlant de l'évolution du taux de change de la livre sterling et les effets néfastes sur les exportations vers la Grande-Bretagne, un consensus se dégage qu'il faudra davantage « look at the bright side of Brexit » au lieu de céder à la tentation du négatif. Cette ligne pourrait prévaloir lors de la première séance de travail de vendredi de la COI, sous-entendant que d'autres devront se succéder.

Rak Makoond, directeur exécutif de Business Mauritius, un observateur attitré de la scène économique locale et internationale, sera un des principaux intervenant sur le panel de la COI. En préambule, il fait comprendre que la partie mauricienne devra être en mesure de dégager des pistes de réflexions pour prendre à bras-le-corps ce phénomène car, comme le soulignent les experts du Commonwealth, « Brexit is a journey into an unknown territory, as no state ever left the European Union ».

« D'entrée de jeu, le Brexit impose un nouveau mindset de réflexion et subséquemment d'actions. Dans le camp mauricien, nous avons intérêt à nous pencher sur une politique d'Openness to Skills si nous voulons réussir dans le nouvel environnement économique et surtout consolider le projet de plate-forme pour l'Afrique. A Maurice, les Occupational Permits sont de l'ordre de 10 000 sur le plan professionnel contre 35 000 pour les Unskilled Jobs. Nous devrons dépasser ce carcan intimidateur qui nous tient sur ce plan, et engager une réflexion en profondeur sur l'Openness to Skills en prenant l'exemple du secteur financier à Londres », fait comprendre le directeur de Business Mauritius, qui intervient en son nom

personnel.

Les arrangements commerciaux

Un autre aspect majeur du débat sur les effets du Brexit sur Maurice porte sur les arrangements commerciaux. « De par le traditionnel tissu économique et de production nationale, aussi bien que le profil des partenaires économiques, les arrangements commerciaux négociés par Maurice privilégient l'Access for Goods à l'exportation. C'est évident jusque-là, vu l'importance qu'avait le Protocole Sucre, le SADC Trade Protocol et l'Economic Partnership (EPA) intérimaire. L'heure a sonné pour inclure, lors de négociations de ces arrangements, le volet des services. Structurellement, l'économie a évolué avec Maurice caressant l'ambition de se transformer en un Services Hub pour la région. Il est temps de mettre les atouts de notre côté, car à ce jour, nous n'avons connu qu'une timide tentative avec les services dans les discussions sur le CEPCA avec l'Inde », poursuit Raj Makoond.

Et l'une des dernières options concerne le Green Sustainable Development. « Est-il un fruit du hasard que pas plus tard que la fin de semaine écoulée, la République populaire de Chine a adhéré à l'Accord de Paris sur le climat ? C'est un signe de l'importance que prendra ce que l'on présente comme le développement durable et écologique. Dans la conjoncture, Maurice dispose d'une carte à jouer. Mais il suffit de se mettre d'accord ce que nous voulons atteindre », conclut le porte-parole de Business Mauritius, qui est d'avis que « tout n'est pas si sombre avec le Brexit ».

Toutefois, les conclusions d'une étude portant sur les Trade Implications of Brexit for Commonwealth Developing Countries dépeignent un tableau différent de la situation. « Yet there is a danger of Commonwealth interests being 'crowded out'. Most member countries will have no representation in the decisions that could affect their trade, being able to influence events only from the side-lines in an environment where there exists severe time pressure and great uncertainty over almost all features of the Brexit process » font ressortir d'emblée Christopher Stevens et Jane Kennan de l'ODI.

Les auteurs de cette étude sont catégoriques que « potentially the most dramatic Brexit effect will be changes to UK trade policy ». L'objectif recherché est « to ensure that the exports of Commonwealth countries are not disrupted immediately following Brexit and, more ambitiously, to use the UK's new-found policy discretion to fashion a trade regime that is better at supporting development than the status quo ». Les effets de la politique commerciale se feront ressentir à trois niveaux, soit the UK and its current EU partners (including two Commonwealth countries) ; the UK and those states that currently have favoured access to the EU market ; possible trade agreements between a post-Brexit UK and countries such as China, India and USA with which the EU does not have a trade agreement.

Dans la conjoncture, l'urgence se situe par rapport aux pays du Commonwealth bénéficiant du Better-Than-Most-Favoured Nation Access au marché de l'Union européenne sous la formule d'Economic Partnerhsip Agreement ou de Free Trade Agreement. Des craintes sont exprimées par rapport à l'élimination de ce régime lors de la Brexit + 1 à moins que des actions spécifiques ne soient envisagées.

Analysant la Brexit + 1 Default Option, soit un Most Favoured Nation Regime des Britanniques, calqué sur la politique en vigueur au sein de l'Union européenne, les deux experts de l'ODI sont d'avis que « this would affect seriously some Commonwealth developing countries ». Dans cette perspective, ils ont effectué des exercices de simulation du Potential Effet of Application of EU MFN Tarifs. A ce jeu, Maurice figure parmi les plus gros perdants de l'équation avec une facture d'impôts de 14,3%, (41 millions d'euros), devancée par les Seychelles avec 23,4% et le Bangladesh faisant partie de ce trio de victimes majeures du Brexit.

« The top half lists the ten countries that would face the greatest absolute effect in terms of the extra import duty they would have to pay and also shows this new tax bill relative to the country's total exports to the UK. Bangladesh faces overwhelmingly the largest absolute hit, but proportional to current exports the worst affected state would be Seychelles, followed by Mauritius », soutiennent les deux Research

Assiciates de l'ODI par rapport au tableau publié plus loin... à lire plus clique le lien

http://www.lemauricien.com/article/economie-et-developpement-brexit-brainstorming-la-coi

BUSINESS MAGAZINE

Autonomisons !

Business Magazine No. - 1251 - du mercredi 7 septembre 2016 au mardi 13 septembre 2016

La crise économique a provoqué la destruction de millions d'emplois à travers le monde, aggravant ainsi les conditions sociales et économiques des populations. Si au départ, la finance avait été identifiée comme le foyer, le phénomène a vite gagné tous les secteurs d'activités. Parmi les principales victimes : les jeunes.

Pas de chance : aucune amélioration à l'horizon. Au contraire, les derniers calculs de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pointent vers une nouvelle augmentation du chômage des jeunes, cette année. Selon l'OIT, le taux franchira la barre des 13 % pour se fixer à 13,1 % alors qu'en 2015, il se chiffrait à 12,9 %. Ce qui portera le nombre de jeunes chômeurs à 71 millions au niveau mondial. La première en trois ans à en croire l'organisation.

Le plus dramatique, c'est que la lutte pour relancer l'activité se complique de jour en jour pour les pouvoirs publics. En témoigne l'énième mise en garde du Fonds monétaire international pour une nouvelle réduction de ses estimations de croissance pour cette année. Même le président chinois, Xi Jinping, n'a pas trouvé mieux face à la fragilité de l'économie mondiale que de demander à ses homologues réunis sur son sol pour le sommet du G20 «*d'éviter des discours creux*».
Bien qu'étant éloigné de l'épicentre des crises mondiales, notre région, celle de l'océan Indien, n'en est pas pour autant immunisée. La faute à la globalisation. Encore une fois, les jeunes sont aux premières loges lorsque les effets du ralentissement global atteignent nos rives.

Les chiffres compilés par la Commission de l'océan Indien (COI) sont très éloquents à ce sujet :

- Les jeunes représentent près de 70 % des inactifs et chômeurs à Madagascar.

- Le chômage touche 60 % des moins de 30 ans à La Réunion.

- 79 % des sans-emploi sont âgés de moins de 40 ans à Maurice.

- Le taux de chômage chez les jeunes seychellois de moins de 25 ans est de 11 %.

À première vue, ces statistiques peuvent être désarmantes, mais elles ne doivent en aucun cas être un motif de découragement. Au contraire, cet état des lieux doit devenir une source de motivation pour les gouvernements à offrir aux jeunes qui sont pris au piège de l'inactivité les outils nécessaires pour leur permettre de se mettre à leur compte. À travers un meilleur encadrement, les chercheurs d'emplois d'aujourd'hui seront les employeurs de demain. Des études ont d'ailleurs démontré que l'entrepreneuriat est une alternative durable au chômage ; malheureusement, les conditions ne sont pas toujours réunies pour favoriser le développement de l'esprit d'entreprise.

L'un des obstacles majeurs à franchir pour les aspirants entrepreneurs est la lourdeur administrative. C'est une problématique commune aux îles de l'océan Indien. En dépit des changements apportés aux structures régissant l'environnement des affaires, il est malheureux de constater qu'il y a toujours un fossé entre ce qui est prêché sur les plateformes politiques et la dure réalité au sein des organismes supposément de soutien à l'entrepreneuriat. Dans certains cas, il est même permis de dire que les institutions font tout sauf de la facilitation.

Pour enlever les freins – ils existent aussi dans la tête –, il est nécessaire d'exposer les jeunes très tôt à une éducation financière afin de les sensibiliser à l'importance de la mobilisation de fonds car c'est la clé de contact pour tout porteur de projet.

À *Business Magazine*, nous sommes convaincus que pour stimuler l'emploi, il faut commencer par stimuler l'entrepreneuriat. D'où notre choix de braquer les projecteurs sur ce qui se fait – ou pas – dans les îles de l'océan Indien.
http://www.businessmag.mu/article/autonomisons

BUSINESS MAGAZINE

Business Magazine No. - 1251 - du mercredi 7 septembre 2016 au mardi 13 septembre 2016



LES IMPLICATIONS DE L'APEI PASSÉES EN REVUE

La Commission de l'océan Indien (COI) accueille ce mercredi un atelier de travail réunissant quatre pays de l'Afrique orientale et australe, qui ont signé en 2008, un accord de partenariat économique intérimaire (APEi) avec l'Union européenne. Il s'agit de trois pays membres de la COI, à savoir Maurice, Madagascar et les Seychelles, et du Zimbabwe. Ces accords économiques et commerciaux, basés sur le principe de réciprocité, sont appelés à régir la relation entre l'Union européenne et les 77 pays ACP.

BUSINESS MAGAZINE

- *Business Magazine No. - 1251 - du mercredi 7 septembre 2016 au mardi 13 septembre 2016*

- **Développement durable : Transformer cette nécessité en apport économique**



DÉVELOPPEMENT DURABLE

Transformer cette nécessité en apport économique

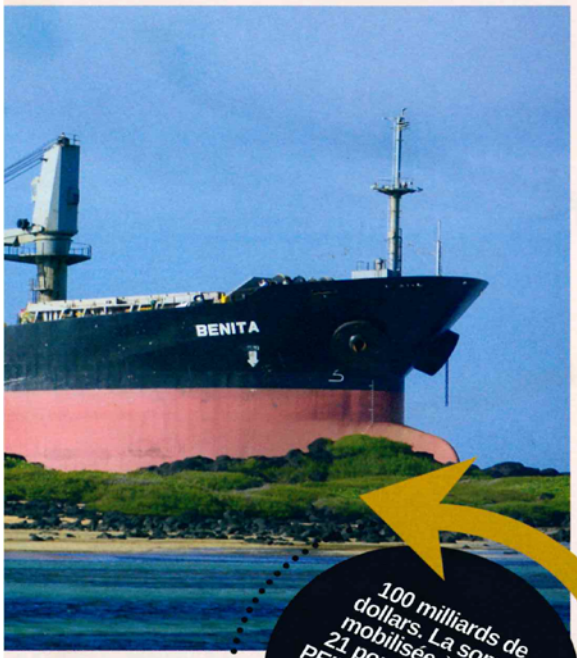
Devenir une économie verte, c'est un peu le challenge de tous les pays à travers le monde. Si les façons d'y parvenir diffèrent entre eux, certains sont cependant plus à risque de par leur statut d'État insulaire, à l'instar de l'île Maurice.

Himanshu MARCHURCHAND

MAURICE, comme toutes les îles de l'océan Indien, subit le réchauffement climatique, l'érosion côtière, la dégradation du récif corallien, les baisses drastiques des pêcheries et la montée sensible du niveau de la mer. Conscients de leurs spécificités, les États de la communauté de l'océan Indien (OCI) avaient, lors de la COP 21 de Paris, plaidé dans le groupe G77 + Chine pour maintenir l'objectif de 1,5 degré Celsius au lieu des 2°C de réchauffement d'ici à 2100. Nous sommes à trois mois de la COP 22 et ces enjeux, de nature critique pour la survie de notre planète, prennent de plus en plus une allure essentielle.

Au-delà de l'océan Indien, la problématique du réchauffement se ressent tout le long de la longue façade atlantique africaine. Plus de 31% de la population de l'Afrique de l'Ouest vivant sur le littoral, il est essentiel que ces pays anticipent sur les défis à venir. Les océans, soulignent les experts de la Banque mondiale, représenteraient une ressource extraordinaire pour l'Afrique s'ils étaient exploités de manière durable. Retournant à Maurice, le récent incident du MV Benita, pétrolier libérien qui s'était échoué sur les récifs du Bouchon, créant une situation délicate pour l'écologie de cette zone, nous a rappelé que Maurice n'est pas à l'abri des risques climatiques et écologiques, et certainement pas des catastrophes créées par l'homme.

Par conséquent, notre pays a dans le passé bénéficié des aides et de la gestion des initiatives de risques de catastrophes



100 milliards de dollars. La somme mobilisée à la COP 21 pour soutenir les efforts PEID dans leurs efforts pour relever les défis du changement climatique.

internationales, bilatérales, régionales et nationales de l'Union européenne, du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), de la JICA (Agence japonaise de coopération internationale), de l'AFD (Agence française de développement), de la SADC (Southern African Development Community), de l'UNISDR (United Nations International Strategy for Disaster Reduction), de l'OCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), de la COI (Commission de l'océan Indien) et d'autres dans certains domaines spécifiques. Pourtant, cela ne suffit pas pour faire évoluer notre capacité de résistance. Il est temps maintenant de s'orienter vers l'action. Et il y a un urgent besoin pour cela d'obtenir l'accès au financement international.

Les pays développés ainsi que les économies émergentes devraient se donner la main pour soutenir les petits États insulaires en développement (PEID) dans leurs efforts pour relever les défis du changement climatique. C'est en tout cas l'une des principales attentes de la COP 22. Au cours de la COP 21, la mobilisation d'une somme de 100 milliards de dollars a été évoquée à cette cause. L'accord de Paris reconnaît les vulnérabilités uniques et les circonstances particulières des petits États insulaires en développement et leurs contraintes de capacité en ce qui concerne l'accès au financement disponible. Il y a cependant aussi un besoin d'effort de la part les institutions au service de l'Accord pour simplifier les procédures d'urgence pour les PEID et pays en développement afin de permettre un accès facile aux ressources essentielles nécessaires pour se préparer de toute urgence à faire face au changement climatique.

ÉVEILLER LA CONSCIENCE VERTE DES MAURICIENS

Le changement climatique est non seulement la conséquence de l'utilisation abusive des HCFC (hydrochlorofluorocarbones ou hydro chloro carbones fluorés), qui se traduit par des effets de serre et contribue à son tour à l'élévation du niveau de la mer et à la hausse de la température, mais est également lié à des catastrophes telles que le déplacement tectonique océanique et l'éruption des volcans qui entraînent des inondations ou des tsunamis, fait-on ressortir au ministère de l'Environnement. L'île Maurice s'est engagée à éliminer totalement sur son sol les HCFC d'ici à l'an 2025, soit en avance sur l'objectif fixé de 2030, pour atténuer les effets du changement climatique tout en se rapprochant de l'objectif de développer les énergies vertes.

Concernant les énergies vertes, cibler une énergie renouvelable à 100 % dans la partie continentale de l'île Maurice est un très grand défi, car cela entraînera des investissements lourds, la nécessité de la haute technologie et le savoir-faire. Ce sont d'ailleurs les deux obstacles majeurs qui freinent la transition vers une utilisation à 100 % de l'énergie renouvelable. Cependant, comme le coût de production d'énergie à partir de combustibles fossiles est assez élevé, l'île peut, en dépit de tous les défis, produire au moins 35 % de sa demande totale d'énergie d'ici à 2025. Le budget du gouvernement et du ministère de l'Environnement à cet effet se chiffrait à Rs 852 millions pour la dernière année financière qui a pris fin le 30 juin 2016.

En sus de l'interdiction d'utilisation du sac en plastique depuis le 1er janvier 2016, plusieurs initiatives ont été implémentées ou sont en phase d'implémentation pour éveiller la conscience verte des Mauriciens. Le développement durable ne rime pas qu'avec l'énergie verte mais comprend aussi la protection de nos zones côtières, la gestion des déchets ou encore la qualité de l'air et de nos lagons. Un projet de reconstitution des fonds coralliens, détruits notamment par la pollution, avec la plantation de coraux, de réintroduction de bénitiers et de protection des mangroves a été lancé alors que pour réduire la dépendance de l'île sur l'énergie fossile importée, on envisage la plantation de l'*Arundo donax* (fatak) sur les terres où la canne à sucre a été abandonnée. Sur le plan des déchets, l'objectif à terme est d'avoir 'zéro déchets' et la disparition du centre d'enfouissement de Mare Chicose avec le compostage des déchets biodégradables et la production d'électricité – le '*waste to energy*'.

Une chose est sûre : l'objectif de Maurice en tant qu'île durable ne peut être négligé et peut faire naître un prochain pilier de son économie. L'exploitation des ordures étant déjà une activité économique à part entière en Egypte, au Caire et dans plusieurs pays d'Afrique, Maurice gagnerait à leur emboîter le pas. Alors que les sociétés européennes, indienne, chinoise et américaine, soit les sociétés industrialisées, sont très avancées technologiquement au point que le développement durable a un potentiel économique déjà devenu réalité dans plusieurs secteurs comme les énergies renouvelables, les véhicules électriques ou au biofuel, le captage d'eau de pluie ou encore l'agriculture sur les toits. Des modèles qui pourraient servir d'inspiration à notre petite île Maurice !

Business Magazine No. - 1251 - du mercredi 7 septembre 2016 au mardi 13 septembre 2016

Économie Océanique : L'accès au financement, clé d'un développement multisectoriel

Économie océanique

L'accès au financement, clé d'un

Du 1er au 3 septembre s'est tenue à Maurice la Conférence interministérielle africaine sur les économies bleues et le changement climatique. Organisée conjointement par le gouvernement et la Banque mondiale, elle a réuni diverses parties prenantes autour d'un sujet aussi porteur que préoccupant.

Arvin MOOTOOCURPEN

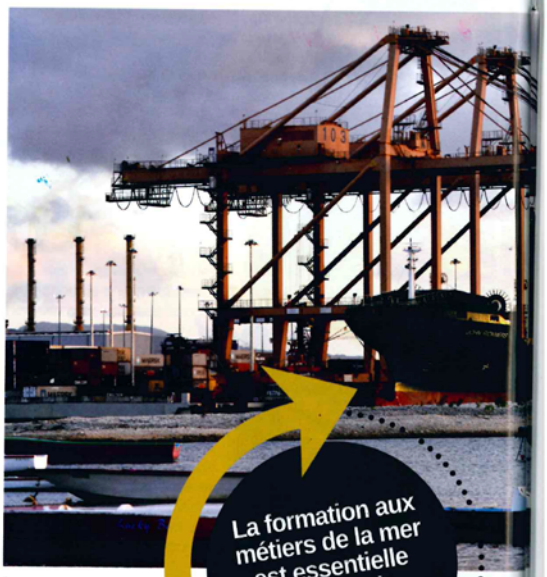
Si les ressources marines et côtières sont d'une importance capitale pour l'avenir des pays d'Afrique, il est aussi vrai qu'en tant que «nouveau domaine», fait-on ressortir du côté de la Banque mondiale (BM), l'économie bleue comporte des défis en termes de «*renforcement des capacités, de technologie, d'innovation, de financement, d'expertise et de partenariats*». C'est de ces questions qu'ont débattu à Maurice, du 1er au 3 septembre, les pays d'Afrique, des partenaires au développement, des scientifiques, des leaders d'opinion, de même que des représentants du secteur privé, de la société civile, du monde universitaire, des médias et des communautés dont l'existence est intrinsèquement liée à la bonne santé des océans. Ces différentes parties prenantes se sont réunies dans le cadre de la Conférence interministérielle africaine sur les économies bleues et le changement climatique, organisée conjointement par le gouvernement mauricien et la BM.

Au niveau de Maurice, l'État a clairement exprimé son intention de développer la zone et les activités portuaires, dont le soutage (*bunkering*). En se donnant les moyens d'accueillir dans nos eaux des leaders de ce secteur, l'État entend faire chuter le prix du fioul dans le port et, de ce fait, attirer un nombre plus important de navires. Un avantage certain si l'on considère tous les bénéfices connexes pour l'économie locale d'un trafic maritime accru. Selon le Dr Sudesh Lallchand, président du National Ocean Council, Maurice a progressé rapidement jusqu'ici en posant les bases de son économie océanique.

SOUTAGE : BOMIN DÉMARRE SES OPÉRATIONS

Au mois de juillet, Bomin, multinationale allemande en quatrième position sur le marché mondial du soutage, a d'ailleurs commencé ses opérations dans nos eaux. «*Son arrivée a fait chuter le prix du carburant maritime de plus de 10 %, ce qui, déjà, a rapproché de nos côtes davantage de navires étrangers*», affirme-t-il. «*Rien qu'avec cet opérateur, la Mauritius Ports Authority verra ses revenus augmenter de Rs 30 à 40 millions durant la première année et la Mauritius Shipping Corporation, l'agent maritime de Bomin, empochera quelque Rs 10 millions*», poursuit le Dr Lallchand.

Autre élément essentiel à l'essor de l'économie bleue, la formation aux métiers de la mer fait également partie des priorités de l'État. Dans l'objectif de permettre au pays de répondre aux besoins en ressources humaines du secteur d'ici à 2020, les autorités ont ainsi réduit considérablement les prix des cours concernés, les faisant passer, dans certains cas, de Rs 12 000 à Rs 2 000. Ces formations, dispensées par la Mauritius Maritime Training Academy, à Pointe-aux-Sables, répondent aux standards internationaux.



La formation aux métiers de la mer est essentielle à l'essor de l'économie bleue

Maurice craint toutefois de ne pouvoir être à la hauteur de ses ambitions sans appui financier externe. Aussi, les autorités comptent-elles saisir l'opportunité que constitue la présence chez nous des techniciens de la BM et de délégués d'autres institutions financières internationales, dans le sillage de la conférence. Le Dr Lallchand nous a informés que des rencontres auront lieu ce mercredi 7 septembre en vue de convaincre la BM de la viabilité des projets gouvernementaux en matière d'économie océanique. Il est à noter que sept pôles d'activités y afférents ont été identifiés à ce jour – agrandissement du port, soutage, transport de marchandises, formation, facilités financières pour attirer l'investissement étranger, pêche et aquaculture. Ils serviront à l'élaboration d'un plan d'action visant à permettre au gouvernement d'atteindre ses objectifs.

développement multisectoriel



S'agissant des Seychelles, elles étaient représentées à la conférence par Ronald Jumeau, ambassadeur pour le changement climatique et les petits pays insulaires. Il a fait ressortir que l'archipel a trouvé un mode de financement novateur en concluant un accord avec les gouvernements français, anglais, belge et luxembourgeois. Intitulé *Debt Swap for Nature*, il se caractérise par l'échange d'une dette de $ 30 millions contre la transformation de 30 % du territoire marin des Seychelles en zone protégée. Cet accord a aussi permis à l'archipel de lever des fonds additionnels de $ 22 millions, placés dans le Seychelles Climate Change Adaptation Trust (SeyCCAT), un fonds commun de créances destiné à la préservation de l'écosystème marin du pays.

Une autre source de financement sur laquelle les Seychelles peuvent compter sont les *Blue Bonds*, ce grâce à un partenariat avec la BM, la Banque africaine de développement et la *Global Environment Facility*. Par la vente de ces obligations, ouverte aux banques et aux particuliers, l'État sera en mesure de disposer des moyens nécessaires à l'amélioration des techniques de pêche. «*Notre économie repose sur le tourisme et la pêche. Ces secteurs représentent respectivement 25 % et 18 % de notre produit intérieur brut. Or, nous avons constaté que de nombreux pêcheurs peinent à trouver des sources de financement. Mais maintenant, les fonds levés par l'État par le biais des Blue Bonds reviendront aux pêcheurs par l'entremise de la Seychelles Fishing Authority. Le gouvernement seychellois se porte garant de cette opération*», a soutenu Ronald Jumeau.

En ce qui concerne Zanzibar, archipel situé en face de la Tanzanie, dans l'océan Indien, il a fait un brillant plaidoyer, par l'intermédiaire de son ministre de l'Agriculture, des ressources naturelles et de la pêche, Hamad Rashid Mohamed, sur le besoin d'un engagement collectif pour mitiger les effets du réchauffement climatique. La température de l'eau de mer étant désormais plus élevée, Zanzibar, troisième producteur d'algues marines au monde après l'Indonésie et les Philippines, a vu sa production diminuer. L'enjeu est d'une importance capitale pour ce pays car l'industrie produit 6 500 tonnes d'algues par an et emploie 23 500 personnes dont 90 % sont des femmes. «*C'est la seule industrie agricole dont les produits peuvent être récoltés six fois l'an et qui emploie autant de femmes. Celles-ci courent le risque de perdre leur emploi, ce qui entraînerait l'appauvrissement de leur famille*», a expliqué Hamad Rashid Mohamed.

Le ministre a en outre déclaré que les algues récoltées à Zanzibar «*peuvent servir à la fabrication de 17 types de produits*» et leur teneur en fer en fait une ressource très prisée. «*Aussi, afin de compenser la chute qu'a subie la production à cause des maladies liées au réchauffement climatique, nous voulons développer une industrie de transformation et exporter nous-mêmes nos produits finis*». Hamad Rashid Mohamed est actuellement en pourparlers avec de potentiels investisseurs dans le but de mettre en place les infrastructures requises en ce sens.

Toutefois, le ministre insiste sur le fait que Zanzibar ne veut pas dépendre de l'aide internationale. «*Il est temps pour nous, les pays africains, de mettre en commun les moyens dont nous disposons afin de réduire notre dépendance des puissances étrangères. Je suis d'avis qu'il faut nous-mêmes financer nos projets et produire nos propres plans directeurs*», a-t-il fait valoir. Il a ajouté qu'il y a eu récemment des rencontres avec le gouvernement tanzanien pour le développement d'une flotte de pêche dont Zanzibar serait propriétaire. Une autre priorité de l'archipel en matière d'économie océanique est la lutte contre la piraterie en vue d'accroître le trafic maritime dans ses eaux.

La coopération régionale «à un stade embryonnaire»

«*La coopération régionale est encore à un stade embryonnaire*», estime le Dr Sudesh Lallchand. S'il est vrai que le National Ocean Council, qu'il préside, travaille avec la Southern African Development Community et la Commission de l'océan Indien (COI), la collaboration de partenaires comme la BM lui paraît indispensable. «*Les pays de la région ont atteint le même niveau de développement que Maurice, voire un niveau moins élevé. Il y a un gros travail à faire. Il nous faut encore nous rencontrer et mettre sur pied un cadre juridique qui puisse réglementer la coopération. Ce sera alors une opportunité pour nous de nous établir comme leaders du développement de l'économie océanique*», soutient-il.

Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation

Capital naturel : quid de la comptabilité

06/09/2016

Pour développer les unités d'enseignement sur la Comptabilité du capital naturel et du renforcement des capacités des pays insulaires de l'océan Indien occidental, le département Economie de la Faculté Degs de l'université d'Antananarivo organise une formation certifiant en Comptabilité écosystémique du capital naturel. La formation durera dix jours, du 21 au 30 septembre prochain, à l'université d'Antananarivo. Cette initiative a été prise en collaboration avec le programme Biodiversité de la Commission de l'océan Indien (COI), sur financement du 10e Fonds européen de développement (Fed).

D'après les explications fournies, la formation est destinée aux techniciens des institutions chargées de la Comptabilité nationale ainsi que des départements les plus impliqués dans la gestion durable des ressources naturelles.

A noter que le programme Biodiversité de la COI constitue une enveloppe de 15 millions d'euros du 10e Fed dont bénéficient les Comores, La Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice, Les Seychelles et la Tanzanie. Il s'agit de développer et de renforcer les capacités nationales et régionales dans la gestion et l'utilisation directe et indirecte des écosystèmes côtiers, marins et propres à chaque île en vue d'une conservation durable de la biodiversité.

Arh.

http://www.newsmada.com/2016/09/06/capital-naturel-quid-de-la-comptabilite/

La Tribune de Diego
et du Nord de Madagascar

Biodiversité - développement : « Exploiter les holothuries : oui, mais dans le respect de l'écosystème »

6 septembre 2016

Concombre de mer de la région de Diego Suarez

Les holothuries, appelées également concombres de mer, font partie des espèces qui contribuent au maintien de l'équilibre de l'écosystème marin mais qui peuvent également contribuer à l'amélioration de l'économie du pays. Mais la surexploitation dont ils font l'objet à l'heure actuelle risque d'entraîner leur disparition des eaux la Grande Île à court terme

Un arrêté ministériel non appliqué

Selon le Dr Landy Soambola Amélie, responsable du parcours science marine au sein de l'université d'Antsiranana, « malgré le fait qu'un arrêté ministériel soit sorti au mois de mai de cette année, la population et surtout les exploitants des concombres de mer ne semblent pas la respecter ni la mettre en pratique. Dans cet arrêté ministériel, toutes sortes de techniques d'exploitation de concombres de mer sont suspendues jusqu'à nouvel ordre, sauf l'aquaculture. Mais jusqu'à présent, cette loi s'applique juste pour les ' pauvres '. Selon les personnes ressources à Ambanja, il y a des étrangers, notamment des asiatiques, qui n'ont pas peur de cette loi et qui sont sous couvert de quelques hautes autorités. De ce fait, ils continuent l'exploitation de cette ressource même si la réserve diminue de plus en plus et à grande échelle ». Pour ce qui en est de l'aquaculture, seul la ville de Tuléar a un site d'aquaculture breveté et réglementaire. Néanmoins, de Nosy Be à Ambanja, il existe plusieurs éleveurs de concombre de mer, mais ceux-ci sont encore dans l'informel. Une proposition de formalisation a été adressée au ministère de la pêche et des ressources halieutiques à la suite de laquelle ces éleveurs artisanaux, une fois formalisés, pourront collaborer avec l'université en vue d'améliorer leurs ressources et leur rendement.

Des solutions à mettre en œuvre

« Ne pas exploiter les concombres de mer n'est pas une solution, au contraire, bien gérer les exploitations et faire en sorte que les ressources ne se tarissent pas, là est la solution » a expliqué le Dr Landy Soambola Amélie. D'ailleurs dans cette perspective, la faculté de sciences de

l'université d'Antsiranana, par le parcours science marine, a le projet de récolter les données bio-écologiques de la baie de Diego Suarez afin d'identifier les points problématiques et ce qui peut encore être sauvé. Ces données seront utilisées pour mettre en place une réserve. Cette collecte sera faite sur un an, selon les estimations.« Nous voulons que la baie de Diego Suarez soit une aire protégée. Mais protégée dans le sens qu'elle soit gérée de façon durable en prenant en compte tous les secteurs tels que le tourisme, la culture, la recherche scientifique et le transport. Au mois de mai, il y aura un colloque à l'université d'Antsiranana qui sera une occasion de lancer le projet » explique le Dr Landy Soambola Amélie. Outre ce projet d'aire protégée, la spécialiste a aussi mis l'accent sur la maîtrise des données bio-écologiques sur l'aquaculture des concombres de mer dans la partie nord de l'île. Selon elle, il faut axer les études sur les espèces d'holothuries qui sont propices à la région et qui existent dans cette localité. Il faut également que soit mise en place une « formation en grossissement des holothuries » afin de compléter les savoirs de plusieurs éleveurs qui ont déjà leur« brevet d'éclosion ». Le Dr Landy Soambola Amélie a rappelé le fait que la protection et la pérennisation de cette ressource est une affaire de tous.

Les holothuries en quelques mots
(Appui documentaire ONG C3)

Les holothuries sont une classe d'animaux marins invertébrés de l'embranchement des échinodermes au corps mou et oblong, et possédant un cercle de tentacules autour de la bouche. Elles sont aussi appelées concombres de mer ou bêches de mer ou encore triko Holothuria scabra ou zanga en malagasy. Il y a plus de 1 250 espèces recensées dans le monde. Plus d'une trentaine d'espèces de bêches de mer sont exploitées autour de Madagascar : holothuries à mamelles noires, holothuries à mamelles brunes, holothuries à mamelles blanches, holothuries de sable, holothuries de sable noires, holothuries de sable rouges, holothuries ananas, Stichopus variegatus (curryish), holothuries de brisants, holothuries trompe d'éléphant, Stichopus chloronotus (greenish), Halodeima atra (lollyish).
Les holothuries mesurent généralement de 10 à 30 centimètres de long et vivent pour la plupart sur le fond marin. Les holothuries vivent de la zone littorale jusqu'aux plus grandes profondeurs des océans, elles sont enfouies dans le sable vaseux, rampent sur le fond parmi les algues, ou sont logées dans les anfractuosités des rochers.
Les holothuries connaissent trois sources de nourriture : suspensivore de plancton, détritivore de détritus et dépositivore de matériel organique des sédiments du fond. Les holothuries sont dédaignées par la plupart des prédateurs marins en raison des toxines qu'elles contiennent, notamment l'holothurine, et de leurs moyens de défense parfois spectaculaires. Elles sont consommées par certaines espèces de gros mollusques, étoiles de mer, crustacés et poissons. Mais le principal prédateur reste l'homme.

Rôle et importance

Les holothuries font partie des principaux bioturbateurs de sédiments : elles sont aux sédiments marins ce que les vers de terre sont aux terres émergées. Les holothuries jouent un rôle très important dans le recyclage de la biomasse benthique dans les océans (jusqu'à 90 %) en raison de leur habitude de se nourrir des détritus mélangés au sable dans le fond marin à grande échelle, de la surface jusqu'aux abysses. Lorsque des populations d'holothuries sont localement décimées, cela a un impact négatif sur l'environnement qui devient inhabitable pour d'autres espèces puisqu'il n'y aura plus de décomposition des détritus…..

Holothuries dans un magasin d'alimentation en asie

L'holothurie de sable, de haute qualité, peut dépasser les 1 000 dollars au kilo au marché de Hong-Kong. Environ 20 000 tonnes de produits séchés sont destinées chaque année aux consommateurs chinois. Un kilo d'holothuries pêché donne un peu moins de 100 grammes de produit sec.

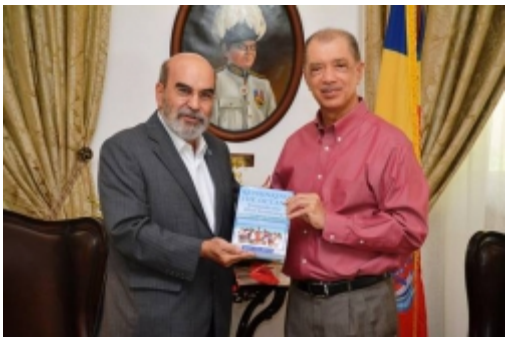
Le 22 avril 2008, *« Madagascar Holothurie »*, société anonyme de droit malgache voit le jour à Tuléar. Le but de *« Madagascar Holothurie »* était tout d'abord d'optimiser les installations qui, de quelques centaines d'holothuries produites à la fin de la phase de recherche en 2008, devaient permettre de produire une centaine de milliers d'individus. Il s'agissait aussi de travailler le produit fini, le trépang, dont le prix varie fortement sur les marchés asiatiques en fonction de la qualité du traitement. Grâce à la mise en fonction de Madagascar Holothurie S.A. et des fonds du projet ReCoMap (Regional Coastal Management Programme of the Indian Ocean Countries) de la Commission de l'Océan Indien permettant à deux ONG de la région de Toliara, Blue Ventures et TransMad, ont permis d'initier les premières fermes familiales de grossissement d'holothuries au sein des villages côtiers. Pendant trois années, de 2008 à 2011, la totalité de la production de juvéniles de 6 cm, soit 100 000 individus/an, a été envoyée vers huit villages répartis sur 200 km de côte faisant travailler plus de 80 personnes. Tout en gardant leur occupation de pêche traditionnelle, les villageois deviennent ainsi des aquaculteurs en s'occupant de la dernière phase du développement des concombres de mer, celle qui s'effectue en enclos en mer. Ils revendent ensuite les individus à *« Madagascar Holothurie »* en fin de grossissement et peuvent ainsi dégager à la revente un revenu mensuel de 100 euros dans un pays où un technicien de base en gagne 80. Madagascar Holothurie est maintenant entrée dans une société nouvelle et plus importante *« Indian Ocean Trepang »* dont le but est de produire plusieurs millions d'H. scabra en élevage. *« Indian Ocean Trepang »* travaillera avec les communautés locales de pêcheurs et permettra à plus de 300 familles de pêcheurs de se lancer dans l'aquaculture. La pêche à la bêche de mer est la principale source de revenus pour une importante proportion de la

population de certains villages côtiers, 1 kg de bêche de mer séchée se vendant en moyenne à 7 USD le kilo…à lire plus

http://latribune.cyber-diego.com/societe/2111-biodiversite-developpement-exploiter-les-holothuries-oui-mais-dans-le-respect-de-l-ecosysteme.html

Sécurité Alimentaire

Blue Growth, SIDS, Climate Change and the road to COP22 centered discussions with President of Seychelles



Office of the President (Seychelles)

2 September 2016, Seychelles –

In his talks with President James Michel, the Director-General of FAO praised Seychelles for leading the Blue Growth initiative that is now featured in the Sustainable Development Goals and 2030 agenda as well as the African Union vision.

The President congratulated FAO for the timely theme of the 2016 World Food Day: "Climate is changing, Food and Agriculture must too".

On the preparation of COP22, FAO is engaged into supporting could tries to refine their NDCs to integrate agriculture and food security. The

Director-General discussed the specific situation of SIDS that need more support as they are harder hit by the impact of Climate Change.

President Michel pointed out the need to develop a new architecture for the oceans, how to protect them and preserve the marine resources and regulate maritime security, as a contribution to the Sustainable Development Goals.

The Director-General also paid a visit to the Vice President of the Seychelles and discussed coordination amongst the SIDS in the Indian Ocean through the Indian Ocean Commission, notably for the implementation of the Food Security and Nutrition Programme recently developed and approved by member states.

During a technical meeting with Wallace Cosgrow, Minister for fisheries and agriculture, Dider Dogley, Minister for environment, energy and climate change, the Director-General commended Seychelles for its economic and environmental performance as a SIDS and its leading role in environment protection and sustained use of natural resources.

Minister Cosgrow praised FAO's natural resource management activities in the country as these are highly valued by the Government. The Director-General recognized the need to do more when it comes to preserving both forest and marine biodiversity. He also stressed the need to build and enhance the resilience of the most vulnerable people to the impact of Climate Change.

The Director-General thanked Seychelles for having signed and ratified the Port State Measure Agreement (PSMA) to prevent illegal, unregulated and unreported fishing. The list of countries that are parties will be presented at Our Ocean Conferencewhich will take place next 15-16 September 2016, in Washington, DC.

Mr Da Silva expressed concern at the rising obesity in SIDS, especially in the Caribbean.

Discussions touched on the Seychelles National Agriculture Investment Plan that was recently developed with the support of FAO and that will serve as a basis for the preparation of the next Country Programme Framework (CPF). FAO will support the implementation of this plan and is looking forward to supporting more the Blue Economy and fisheries as well as the implementation of the PSMA.

The Ministers thanked FAO for the implementation of five projects under the current CPF while other two projects will be implemented by the end of the year.

http://www.fao.org/about/who-we-are/director-gen/faodg-news-archive/detail/en/c/431539/

Infos, Interviews, Photos & Videos de l'Ile Maurice
Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

La coopération COI-FAO appelée à se renforcer

Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), M. Madi Hamada, a reçu, au siège de l'organisation à Maurice, le Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. José Graziano da Silva, actuellement en visite officielle dans l'Indianocéanie.



Madi Hamada COI – José Graziano da Silva FAO

Le Secrétaire général de la COI et le Directeur général de la FAO se sont félicités du partenariat existant entre les deux organisations et ont indiqué leur volonté de l'amplifier en faveur de la sécurité alimentaire régionale pour répondre aux objectifs de développement durable adoptés par la communauté internationale.
Plaçant son mandat sous le signe de la sécurité, le Secrétaire général de la COI a souligné combien « la sécurité alimentaire est un volet

prioritaire ». Il a ainsi remercié la FAO pour son « appui dans l'élaboration du programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (COI-PRESAN) qui témoigne de notre intérêt partagé et de notre détermination commune à répondre au défi alimentaire dans nos pays ». Les pays membres de la COI sont, en effet, largement dépendants des importations, vulnérables aux fluctuations des cours mondiaux des denrées alimentaires ainsi qu'aux aléas climatiques. Or, « Madagascar a le potentiel pour être le « grenier » de la région. L'objectif commun de la COI et de la FAO est ainsi de libérer ce potentiel au bénéfice des populations », a expliqué M. Madi Hamada.

Le Directeur général de la FAO a appelé à un démarrage rapide du COI-PRESAN qui sera piloté par une unité de coordination basée dans la capitale malgache. Il a également insisté sur « l'importance des aspects nutritionnels » car s'il est essentiel d'assurer un accès à une nourriture en quantité suffisante, il est tout aussi primordial de garantir à tous un apport nutritionnel adéquat.

Enfin, M. José Graziano da Silva a estimé que « la COI est un partenaire de choix pour la mise en œuvre d'actions concrètes dans les Petits Etats insulaires en développement d'autant que l'intérêt croissant pour l'économie bleue ouvre de nombreuses opportunités de production alimentaire durable».

Ce partenariat renforcé en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle élargira le partenariat existant entre la COI et la FAO en faveur d'une pêche durable dans la grande région de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien. C'est en effet avec la FAO que la COI met conjointement en œuvre son programme SmartFish financé par l'Union européenne.

http://www.maurice-info.mu/cooperation-coi-fao-appelee-a-se-renforcer.html